

# **SOCIALISME, COMMUNISME ET SYNDICALISME EN ALLEMAGNE DEPUIS 1875**

La connaissance de l'histoire des opinions, des idéologies et des croyances religieuses est indispensable pour comprendre les enjeux du monde contemporain. Les religions structurent depuis longtemps les sociétés occidentales mais la fin du XIX<sup>o</sup>s est marquée par l'affirmation conjointe du poids de l'opinion publique, en particulier avec l'essor de la presse et des idéologies, notamment le socialisme, nées de l'industrialisation.

Au XIX<sup>o</sup>s, l'Europe s'industrialise et les ouvriers sont de plus en plus nombreux. Dans ce contexte, naît le socialisme, idéologie nouvelle qui s'articule notamment autour des idées de lutte des classes et de révolution.

En Allemagne, le socialisme, organisé autour d'un puissant parti et d'un syndicalisme de masse, devient une force politique et sociale majeure. Au cours du XX<sup>o</sup>s, il se divise entre une branche toujours révolutionnaire, le communisme et un socialisme réformiste moins soucieux de révolution que d'amélioration concrète des conditions de vie des travailleurs.

## **Comment évoluent le socialisme et le mouvement ouvrier allemand depuis 1875 ?**

[Lire l'introduction p. 82-83 : notions déjà vues.](#)

### **Définitions :**

Socialisme : ensemble de doctrines nées vers 1830 qui critiquent la société issue de la révolution industrielle et ses inégalités et vise à la rendre plus juste, soit par l'action révolutionnaire, soit par des réformes.

Le terme s'applique, à partir de la révolution russe de 1917, aux partis réformistes par opposition aux partis révolutionnaires qualifiés de communistes.

Communisme : le mot signifiait chez Marx la phase ultime du socialisme, cad une société sans classes sociales, sans Etat et sans propriété privée où prévaudrait l'égalité. Il désigne ensuite l'idéologie politique qui cherche à instaurer cette société par la révolution, se rattachant à la pensée de Marx et Engels, mais aussi de Lénine.

Syndicalisme : mouvement ayant pour objet de regrouper les travailleurs exerçant une même profession en vue de la défense de leurs intérêts communs.

Social-démocratie: courant politique incarné en Allemagne par le SPD qui représente la

tendance réformiste par opposition au parti communiste révolutionnaire : KPD à partir de 1918, SED à partir de 1946.

Mouvement ouvrier : les syndicats et les partis politiques socialistes forment tous ensemble le mouvement ouvrier. Cette expression désigne l'ensemble des institutions où se retrouvent les travailleurs pour obtenir une amélioration de leur quotidien et une émancipation politique, économique et sociale.

Idéologie : le mot signifie « discours sur les idées » et désigne un ensemble plus ou moins cohérent d'idées, de croyances ou de doctrines, qu'elles soient politiques, philosophiques, religieuses, économiques ou sociales propres, à une époque, à une société ou à un groupe social et dont il oriente l'action.

## **I: NAISSANCE ET AFFIRMATION DU SOCIALISME 1875-1914 :**

### **A: La naissance de la social-démocratie allemande:**

L'industrialisation de l'Europe engendre la naissance et la croissance d'un nouveau groupe social, les ouvriers d'usine. Dans de nombreux pays certains commencent à poser la question sociale cad les difficultés du quotidien de cette nouvelle classe ouvrière : salaires bas, longues journées de travail, travail des enfants, mauvaises conditions de vie... Apparaissent alors les idéologies socialistes, dénonçant les inégalités engendrées par la nouvelle société industrielle et se proposant d'y remédier en construisant une société égalitaire.

Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895) s'affirment alors comme les maîtres à penser du socialisme européen. Dans le *Manifeste du PC* (1848), ils décrivent la société industrielle et analysent son fonctionnement. D'après eux, cette société fonctionne à partir de la lutte des classes, 2 classes antagonistes, bourgeoisie et prolétariat. Le prolétariat doit se regrouper dans un parti pour renverser l'ordre économique et social bourgeois par une révolution et édifier ensuite une société égalitaire (la société communiste).

L'industrialisation et l'urbanisation rapides de l'Allemagne ont entraîné le développement d'une classe ouvrière nombreuse : les industries minières, sidérurgiques ou chimiques emploient un nombre croissant d'ouvriers (4 millions en 1882, 8,5 millions en 1907) dans le cadre de grandes entreprises comme Krupp, Siemens ou Thyssen. Dès 1871, des syndicats se forment en Saxe et sont attirés par les théories socialistes.

Ferdinand Lassalle (1825-1864) est l'un des pionniers du socialisme allemand. Il s'écarte de Marx et Engels, car selon lui, la libération de la classe ouvrière doit être obtenue grâce au SU qui permet de faire pacifiquement la conquête de l'État. Il fonde en 1863 l'Union générale allemande des ouvriers (ADAV), 1° parti social-démocrate allemand.

Mais la stratégie de Lassalle est rejetée par August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Influencés par le marxisme, ils entendent conquérir le pouvoir par la force et changer la société par une révolution. Ils se dotent d'un programme en 1868 et fondent en 1869 à Eisenach, le Parti social-démocrate des ouvriers (SDAP).

Cette division des socialistes entre branche réformiste et branche révolutionnaire affaiblit le mouvement ouvrier.

## **B: 1875-1890 : le mouvement se structure dans la marginalité :**

Entre 1869 et 1875, sous l'impulsion de Liebknecht, qui ne veut pas voir le mouvement ouvrier affaibli par les divisions, les 2 branches du socialisme se rapprochent et fondent le Parti socialiste des ouvriers allemands (SAP ou SAPD) au congrès de Gotha en 1875. Ce parti, qui devient en 1890 le parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) se dote d'un programme.

### [Document 1 : Le programme de Gotha avec questions](#)

Depuis 1871, l'Allemagne est un État unifié sous la conduite de l'empereur Guillaume I<sup>o</sup> et de son chancelier Otto Von Bismarck. Les socialistes, nombreux et organisés apparaissent vite comme une menace révolutionnaire pour Bismarck.

### [Dossier documentaire p. 88-89 : Le temps des lois antisocialistes 1878-1890](#)

Il cherche alors à les combattre en faisant adopter une loi (octobre 1878) qui leur interdit toute propagande, supprime leurs associations et journaux et force leurs dirigeants à l'exil. Dans le même temps, il multiplie les réformes sociales pour détourner une partie de la classe ouvrière du SPD et prouver aux ouvriers que l'État peut les protéger. Apparaissent alors l'assurance maladie pour les ouvriers (1883), l'assurance contre les accidents du travail (1884) et contre l'invalidité et la vieillesse en 1889.

Mais la politique de Bismarck n'atteint pas ses objectifs. La fragile unité des socialistes obtenue en 1875 est définitivement soudée par la répression. La circulation des journaux clandestins consolide les réseaux et les pratiques militantes. Les grèves qui sont légales mais réprimées sans ménagement deviennent des moments importants de rassemblement. Elles ancrent la haine pour les ennemis de classe, cad les industriels soutenus par l'État conservateur. Les mesures sociales n'améliorent pas immédiatement le quotidien de la population ouvrière et créent une frustration relative qui profite aux socialistes. En 1890, les socialistes remportent aux élections 19,7% des voix. Le retrait de Bismarck cette même année amène l'abolition de la loi antisocialiste. Le parti est à nouveau autorisé, il prend le nom de SPD en 1890 et définit les grandes lignes de sa politique avec le programme d'Erfurt de 1891, plus réformiste que celui du SAP.

### [Document 2 : Le programme d'Erfurt 1891 avec question](#)

Parallèlement, le mouvement syndical se développe. Autorisés en 1878, les syndicats se structurent dans le sillage du SPD, notamment dans la métallurgie, l'imprimerie et chez les mineurs, activités qui sont au cœur de la puissance allemande.

### **C: Essor et divisions 1890-1914 :**

Pendant cette période, le SPD progresse, passant de 35 députés en 1890 à 110 en 1914 (soit 35% des suffrages). Des intellectuels le rejoignent, il n'est plus un parti spécifiquement ouvrier.

En 1892, les syndicats socialistes dits « libres » se rassemblent. Autour de ce noyau parti-syndicats gravitent des institutions variées. Les coopératives de consommation permettent aux ouvriers de s'approvisionner à moindre coût en dehors des circuits commerciaux classiques. En 1911, 1200 coopératives regroupent 1,3 million de membres. La social-démocratie a aussi ses écoles, ses institutions culturelles : chorales, théâtres, bibliothèques... La période est d'ailleurs marquée par l'essor du mouvement culturel et sportif socialiste. Les chorales, groupes de théâtre et fanfares se multiplient, s'appuyant sur la formule de Liebknecht : « Le savoir, c'est le pouvoir » qui devient proverbiale.. Les activités culturelles oscillent entre la création d'une culture prolétarienne propre, la réappropriation de la culture classique et bourgeoise et la participation à la culture de masse qui est en train de se mettre en place : la culture ouvrière est le fruit de ces diverses influences. Les activités sportives (gymnastique, cyclisme, natation...) sont également au cœur du socialisme. Le sport est perçu comme une façon de conjurer la mauvaise condition physique des travailleurs soumis aux cadences des usines capitalistes. Le parti est perçu comme le laboratoire d'une vie nouvelle où la dignité de chacun est respectée.

Les socialistes s'appuient d'autre part sur un puissant mouvement syndical. Le droit de coalition est reconnu en 1869. N'étant pas interdits pendant la période 1878-1890, les syndicats prennent en main l'organisation matérielle des luttes. D'abord hésitants sur les formes à adopter (mutuelles, coopératives), les syndicats finissent par se structurer en 1892 en une Confédération générale des syndicats allemands (ADGB). Cette organisation entreprend de défendre et d'encadrer la classe ouvrière. Des grèves sont organisées comme celle des mineurs en 1892 et 1905 ou celle des dockers en 1896, donnant une direction nationale à des luttes jusqu'alors localisées. Les pouvoirs publics et le patronat hésitent entre répression et dialogue social.

L'ADGB connaît un essor considérable. Elle atteint 2,5 millions de membres en 1914. Grâce aux cotisations perçues, l'ADGB met à la disposition des syndiqués bibliothèques, dispensaires, centres aérés, lieux de loisirs. Dirigée par Karl Legien, elle est idéologiquement proche du SPD dont elle soutient l'action.

D'autres syndicats non socialistes s'implantent également, comme les syndicats chrétiens

en Rhénanie.

Le mouvement ouvrier allemand est alors le plus puissant d'Europe.

Cependant, de nouveau apparaissent des divisions quant à la doctrine.

### Document 3 : Deux visions opposées du socialisme avec questions

Un courant formé autour d'Eduard Bernstein propose une révision du marxisme (réformisme). Il pense qu'il faut réviser l'idée d'une paupérisation du monde ouvrier dans le système capitaliste, paupérisation censée conduire à l'exacerbation de la lutte des classes et à l'effondrement de la société capitaliste. Il s'appuie pour cela sur le fait que le salaire des ouvriers a tendance à augmenter : pour un indice 100 en 1895, le salaire était de 87 en 1875 et de 125 en 1913.

Bernstein propose d'améliorer le quotidien des prolétaires dans le cadre de la démocratie : l'État, réformé et dirigé par une bourgeoisie soucieuse du peuple, peut devenir l'instrument de l'intérêt général. La préparation de la révolution passe donc au 2<sup>o</sup> plan, il ne s'agit plus de renverser le régime politique en place mais de le transformer.

Un autre tendance, celle de Rosa Luxemburg, s'oppose fermement aux idées de Bernstein. Elle critique l'attentisme révolutionnaire, prône la grève générale en s'appuyant sur l'exemple de la Russie de 1905.

Toutefois, peu à peu, le révisionnisme devient majoritaire au sein du parti.

Cette division entre réformistes et révolutionnaires n'est pas propre à l'Allemagne, la plupart des partis socialistes européens la connaissent.

A la veille de la 1<sup>o</sup>GM, le SPD n'est plus le parti révolutionnaire de ses débuts. Ainsi, à l'été 1914, les socialistes renoncent à la grève générale et acceptent l'Union sacrée. Le SPD vote à l'unanimité les crédits de guerre. La majorité des socialistes est convaincue de la nécessité de défendre la nation allemande contre le tsarisme et approuve la politique extérieure de Guillaume II. Ils espèrent aussi, en soutenant l'effort de guerre, obtenir plus de droits pour les travailleurs.

## **II : DE LA DIVISION A L'INTERDICTION DU MOUVEMENT OUVRIER 1914-1945 :**

### **A: La division des socialistes 1914-1919 :**

Les syndicats s'imposent comme des partenaires économiques indispensables au sein de la nouvelle économie de guerre rationalisée et encadrée par l'État. Les autorités comptent sur eux pour contrôler la main-d'œuvre et assurer le bon déroulement de la production. Néanmoins, la « trêve » résiste mal à la durée du conflit, à l'épreuve du blocus et du rationnement. La situation matérielle des couches populaires se dégrade relativement plus que celle des autres couches sociales. Protestations et manifestations apparaissent dès 1915. En janvier 1917, le SPD exclut des militants qui fondent l'USPD (Parti social-démocrate indépendant), proclamant que la guerre se fait au profit de quelques uns.

Si le SPD reste fidèle à l'Union sacrée, il souhaite tout de même que le gouvernement s'oriente vers une paix honorable, « sans annexion ni indemnités ». C'est le sens d'une motion votée au Reichstag en juillet 1917.

La situation militaire désastreuse et la misère entraînent une vague d'insurrections révolutionnaires. Le 28 octobre 1918, les marins de Kiel se soulèvent ; le 7 novembre, le socialiste Eisner proclame en Bavière une « République libre » ; le 9 novembre, à l'annonce de l'abdication de Guillaume II, les ouvriers et les soldats s'emparent de Berlin. Les uns souhaitent mettre en place un régime sur le modèle russe des bolcheviques, alors que le SPD et les élites traditionnelles souhaitent une démocratie parlementaire. Finalement, la République est proclamée et Ebert (SPD) devient chancelier. Les sociaux-démocrates alors au pouvoir, se trouvent dans la position de défenseurs de l'ordre établi face à l'agitation révolutionnaire.

Certains socialistes révolutionnaires, admirateurs de la révolution bolchevique en Russie, prennent le nom de spartakistes (nom venant de Spartacus qui avait soulevé de nombreux esclaves contre Rome) et fondent en décembre 1918 le KPD (parti communiste allemand). A leur tête se trouvent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Ces spartakistes ont pour objectif d'instaurer une République socialiste qui s'inspire du régime bolchevique russe.

A Berlin, Ebert fait rétablir l'ordre par l'armée lors de la « semaine sanglante » (5-13 janvier 1919). Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés. Cette répression provoque une division durable au sein du mouvement ouvrier, car une partie de la classe ouvrière se radicalise alors et rejoint le KPD (300 000 adhérents en 1920) en opposition frontale avec le SPD.

## **B: Socialistes et communistes dans l'Allemagne de Weimar :**

La République de Weimar est une démocratie parlementaire dominée dans ses 1<sup>o</sup> années par une coalition de 3 partis : les catholiques du Zentrum , les libéraux et les sociaux-démocrates. C'est donc un régime de compromis.

Mais elle doit aussi faire face à une opposition frontale menée à droite par des partis nationalistes et autoritaires et à gauche par le KPD, adhérent au Komintern (*Internationale communiste fondée en mars 1919 qui vise à regrouper tous les partis communistes pour permettre une extension du communisme*), tous rejetant la constitution.

En février 1919, le social-démocrate Ebert est élu président de la République.

Mais la position de SPD s'avère très fragile. Les quelques acquis sociaux votés à la fin de la guerre ont été concédés pour contrer ce qui est perçu comme une anarchie révolutionnaire.

Ainsi, le contexte insurrectionnel de 1918 a amené le chef du patronat à signer un accord avec les syndicalistes le 15 novembre.

[Document 1 p. 113 Nathan LQ : L'accord Stinnes-Legien](#)

[Quelles sont les grandes améliorations des conditions de travail obtenues par les ouvriers grâce à cet accord ?](#)

En échange d'importantes concessions patronales, dont la journée de travail de 8h, des conventions collectives, les syndicats s'engagent à ne pas soutenir la révolution. Les syndicats sont considérés comme les représentants des travailleurs et ont acquis un réel pouvoir de négociation.

La constitution d'août 1919 élargit les prérogatives de l'État social. Le SPD commence à parler de cogestion et de démocratie économique. Mais les désillusions sont rapides. La loi des 8h est, dans la pratique, remise en cause dès que le climat politique s'apaise. Le patronat a peu de considération pour la cogestion.

En juin 1927, alors que l'Allemagne compte 1 million de chômeurs, le régime crée une assurance chômage. De nombreux logements sont par ailleurs construits pour les ouvriers.

La crise économique de la fin des années 1920 ravage l'Allemagne à partir de 1930. La production industrielle baisse de 19%, le chômage touche 6 millions de personnes. Le gouvernement bloque les prix et les salaires, l'inflation explose. La montée du chômage déstabilise le régime. Les partis extrémistes hostiles à la République (KPD et NSDAP) progressent nettement aux élections de 1930.

Le KPD, suivant les conseils du Komintern, refuse de s'allier au SPD. Il considère que le



SPD défend le capitalisme et ne vaut pas mieux que le nazisme. En 1928, le Komintern fait de la lutte contre la social-démocratie l'objectif prioritaire des communistes et le SPD est qualifié de parti « social-fasciste ». Le 1<sup>o</sup> mai 1929, le préfet de police socialiste de Berlin interdit le défilé ouvrier du KPD et la police réprime durement les émeutes qui suivent. En 1931, le KPD refuse de former un front républicain contre le NSDAP même si, dans la rue, les militants communistes s'opposent violemment aux nazis.

Les dirigeants du KPD pensent en effet que les excès des nazis pourraient provoquer une révolution et la prise de pouvoir par le prolétariat.

L'absence d'unité du mouvement ouvrier contre le nazisme est un des facteurs qui permet de comprendre la disparition de la République de Weimar avec l'arrivée de Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933.

## **C: Socialistes et communistes face au nazisme 1933-1945 :**

[Documents p. 96-97 : Le mouvement ouvrier sous le nazisme 1933-1945](#)

A l'arrivée au pouvoir de Hitler, communistes et sociaux-démocrates adoptent des stratégies différentes.

Le 27 février 1933, prenant prétexte de l'incendie du Reichstag dont ils rendent les communistes responsables, les nazis interdisent le KPD et font arrêter des milliers de militants. Les nazis déciment le mouvement utilisant les fichiers constitués sous la République de Weimar : sur les 300 000 membres du KPD, 60 000 sont arrêtés et 2000 exécutés dès les 1<sup>er</sup> mois de 1933. Mais les communistes entendent continuer la lutte à découvert. A leurs yeux, l'arrivée de Hitler est la preuve de l'aggravation de la crise mondiale et de l'effondrement prochain du système capitaliste. Cependant, ils peinent à mobiliser une classe ouvrière qui reste dans l'ensemble apathique.

Le 23 mars, Hitler obtient du Reichstag les pleins pouvoirs malgré l'opposition des députés du SPD. Entre mars et juillet 1933, tous les partis sont interdits (dont le SPD) ainsi que les syndicats. Le SPD et les syndicats jouent, sans plus de succès, la carte de la discrétion. Les principaux dirigeants socialistes et communistes sont internés dans des camps de concentration (Dachau) ou doivent s'exiler. Tous les socialistes sont donc contraints à la clandestinité ou à l'exil.

Pour encadrer et surveiller le mouvement ouvrier, les nazis créent une organisation, le « Front allemand du travail » regroupant patrons et ouvriers. A partir de janvier 1934, la grève est interdite et les conflits dans l'entreprise sont réglés par des militants nazis élus par les ouvriers sur une liste dressée par l'employeur.

La résistance s'avère difficile car la répression est violente. Les actes de résistance sont limités (arrêt de travail, distribution de tracts). Des dirigeants politiques tentent de faire subsister les partis à l'étranger : le SPD crée le SOPADE (*nom de l'organisation dirigeante du SPD en exil à Prague à partir de 1933*) à Prague dès 1933. Quelques groupes devenus clandestins mènent une vaine opposition que ne peut soutenir une résistance extérieure présente à Prague, Londres ou Paris. L'antinazisme ne pouvant reposer sur un mouvement collectif, ne s'incarne qu'à travers des prises de position individuelles.

Mais le régime nazi n'a pas réussi à mobiliser le monde ouvrier à sa cause. Le Front allemand du travail ne possède pas ce qui a fait la puissance des syndicats : la défense des intérêts des ouvriers. Entre le monde ouvrier et le monde nazi s'installe une méfiance mutuelle, les nazis se satisfaisant de l'atonie des milieux ouvriers : il n'y a aucune révolte ouvrière contre le régime nazi jusqu'en mai 1945.

### **III : LA DIVISION GEOPOLITIQUE DU SOCIALISME 1945-1990 :**

#### **A: Le communisme au pouvoir en RDA :**

[Documents p. 100-101 : La dictature du SED 1946-1989](#)

- un État communiste :

La RDA est créée le 7 octobre 1949 à partir de la zone soviétique. Le but du nouvel État est de construire le socialisme comme l'affirment les différentes constitutions (1949 ; 1968 ; 1974). La fondation de la RDA s'accompagne de la prise de pouvoir par le SED (parti socialiste unifié d'Allemagne) né de la réunion des communistes et des sociaux-démocrates en avril 1946. Son maintien constant à la tête de la RDA durant 40 ans n'est cependant pas synonyme d'immobilisme. Le socialisme et la société se transforment durant cette période.

La constitution de 1949 est très influencée par le modèle soviétique, la RDA devenant une démocratie populaire. Il existe officiellement un SU pour l'élection des assemblées (2 jusqu'en 1968 puis 1, la Chambre du peuple) exerçant le pouvoir législatif. La constitution reconnaît les libertés fondamentales des individus (conscience, expression, réunion) ainsi que les droits sociaux (loisirs, construction, travail).

Mais en fait, comme dans le régime soviétique, la réalité du pouvoir reste masquée. Derrière les institutions étatiques se cache le parti, le SED. La Chambre du peuple se contente d'enregistrer les décisions prises par le pouvoir exécutif, entre les mains d'un Conseil d'État dont le président est aussi le dirigeant du SED. Le noyau dur du pouvoir est concentré entre les mains de quelques uns, les dirigeants du SED : Walter Ulbricht jusqu'en 1971 et Erich Honecker de 1971 à 1989.

Les services secrets et l'armée ont, comme en URSS, un rôle déterminant.

L'économie est nationalisée et planifiée. La propriété privée de la terre est progressivement supprimée et les petits propriétaires doivent rejoindre des coopératives de production. Les entreprises industrielles sont nationalisées ainsi que les banques, les assurances et le commerce extérieur. En 1951, un 1<sup>o</sup> plan quinquennal est adopté qui donne, comme en URSS, la priorité à l'industrie lourde.

Les ouvriers sont réunis dans un syndicat unique (FDGB : Confédération libre des syndicats allemands) dont le rôle est surtout de les stimuler au travail plutôt que de les défendre. La grève est d'ailleurs interdite.

- une société socialiste ?

La société est très encadrée par des organisations de masse liées au SED comme la Confédération des femmes allemandes ou la Société d'amitié avec l'Union Soviétique.

La jeunesse est l'objet de tous les soins. L'organisation qui la contrôle, la FDJ, offre à ses membres l'accès à des centres de loisirs, favorise la poursuite d'études supérieures et facilite la promotion dans l'administration ou le parti.

La censure est partout et la presse célèbre les mérites du régime. Les intellectuels sont victimes de campagnes répressives, l'art promu est celui du réalisme socialiste. Les organisations sociales jouent un rôle majeur dans la politique culturelle pratiquée : la FDG gère 500 maisons de la culture et 17000 bibliothèques, et encouragent la créativité des couches populaires. La classe ouvrière est mise en avant (recrutement des cadres dirigeants, mythification des « héros du travail »). Le travail féminin encourage l'émancipation des femmes.

La population doit faire preuve de son enthousiasme et de son adhésion au régime à travers de grandes manifestations : parades des organisations de jeunesse, fêtes sportives... les valeurs de travail, solidarité du groupe, égalitarisme structurent la société de RDA.

- difficultés et contestation :

Les années 1950 constituent la période appelée « stalinienne ». La SED connaît d'importantes purges. Le processus de déstalinisation qui commence après 1953 n'a pas la même ampleur que dans les autres démocraties populaires, l'orthodoxie étant maintenue par des campagnes « antirévissionnistes » qui visent aussi bien des staliniens cherchant à occuper des postes clés que des dirigeants proposant d'autres orientations que celles choisies ou bien des militants indociles.

La nature du SED change également en profondeur pendant ces années. Il s'agit désormais d'un parti de cadres plus que d'un parti de masse. On attend du militant une discipline et une connaissance du centralisme démocratique. La part des ouvriers dans le parti diminue sans toutefois jamais disparaître.

Les mutations économiques créent de nombreuses opportunités d'ascension sociale, mais la société reste cependant inégalitaire. L'accès au logement, à la consommation, à la voiture, malgré la diffusion de la « Trabant » reste limité. Le niveau de vie est nettement inférieur à celui de la RFA. Certains n'ont d'autre possibilité que de se ravitailler dans les magasins d'État. En revanche, une minorité de « cadres » du parti ou de l'État bénéficie de conditions plus favorables : cursus scolaire facilité pour les enfants, accès à une

consommation « occidentale », ce qui crée un malaise profond dans une société qui se veut socialiste.

Malgré la pression permanente entretenue par le régime sur la population (la police politique, la Stasi en est l'un des instruments les plus efficaces), la contestation existe et prend durant les années 1950 des formes multiples : mouvements dans les campagnes s'opposant à la suppression de la propriété privée, grèves ouvrières contre l'augmentation du temps de travail sans hausse des salaires, durement réprimées en 1953 ou spectaculaires fuites à l'Ouest (3 millions), notamment des jeunes (amenant la construction en 1961 d'un mur isolant Berlin Est)...

Dans les années 1960, le monde ouvrier est en pleine mutation et accepte les arrangements et compromis proposés par les autorités, entre autres les encouragements aux activités artistiques qui valorisent l'art populaire.

La transition de Ulbricht à Honecker en 1971 est bien plus qu'un changement d'homme au sommet de l'État. Honecker met en place un socialisme plus libéral dans le domaine des mœurs et de la culture, plus tourné vers l'Ouest, mais aussi plus conservateur au niveau économique. Le pouvoir socialiste mise sur le développement de la consommation et des loisirs et met en place de nombreuses mesures sociales. Le FDGB s'impose alors comme un interlocuteur majeur : ne pouvant plus être le défenseur des intérêts des travailleurs, il prend en charge la distribution de l'aide sociale et des loisirs.

Néanmoins, la tendance générale pendant ces années est toujours l'accroissement des inégalités, à rebours du discours égalitaire porté par le régime.

A la fin de la période, l'opposition est surtout le fait d'intellectuels. Alors qu'Honecker semblait tenir fermement son pays, le régime s'écroule à l'automne 1989. En octobre 1989, une visite de Gorbatchev qui a entrepris de profondes réformes en URSS et a annoncé la possibilité de choisir des « voies nationales » du socialisme, stimule l'opposition et un mouvement populaire s'enclenche aboutissant à la destruction du mur de Berlin et à la chute d'Honecker. Les élections libres de mars 1990 consacrent la défaite du communisme en RDA.

## **B: En RFA, rénovation social-démocrate et anticommunisme :**

- l'affirmation de la voie réformiste 1945-1966 :

La création de la RFA en 1949 se fait sous la houlette des démocrates-chrétiens alors au pouvoir, qui ont créé la CDU en 1945 (Union chrétienne démocrate d'Allemagne). La RFA est rattachée au bloc occidental, fonctionnant sur un modèle démocratique et mettant en place une économie sociale de marché.

L'économie repose sur une concertation minimale entre partenaires sociaux et sur quelques mesures sociales (notamment la réforme des retraites en 1957), mais exclut toute action sur les prix, planification, nationalisation ou remise en cause des structures industrielles. Les syndicats, d'abord associés par le chancelier Conrad Adenauer à l'effort de reconstruction voient leur rôle minoré. La « loi constitutionnelle sur les entreprises » de 1952 ne leur donne pas autant de poids qu'ils espéraient et ne leur laisse qu'une influence limitée dans les conseils d'entreprises.

Le SPD, toujours marqué par le marxisme, reste attaché à la défense exclusive de la classe ouvrière et à une économie comportant nationalisations et planification. Quant au parti communiste, le KPD, il est interdit en 1956.

Malgré sa forte implantation en milieu ouvrier et dans les grande villes, le SPD subit des échecs répétés aux élections tandis que le nombre des militants recule : 875 000 membres en 1947, 585 000 en 1955. Ces échecs suscitent un courant réformiste : le parti doit attirer vers lui de nouvelles catégories d'électeurs. Cessant de se présenter comme le « parti de la classe ouvrière », le SPD doit devenir le « parti du peuple ».

[Document 1 p. 103 : Le programme de Bad Godesberg avec questions.](#)

En 1959, lors du congrès de Bad Godesberg, le SPD renonce à ses références marxistes au profit de l'humanisme et des valeurs chrétiennes. Il se rallie à l'économie de marché et à la propriété privée. L'accent est mis sur la défense des libertés démocratiques, sur le rôle de l'Etat qui doit garantir plus de justice, notamment dans la répartition du revenu national.

Les socialistes progressent alors dans l'opinion, Willy Brandt, maire de Berlin Ouest, populaire et médiatique, prend la tête du SPD en 1964.

Le syndicalisme allemand est alors très puissant. La DGB (Confédération allemande des syndicats), confédération unique regroupant 16 fédérations d'industrie, indépendante des partis politiques, rassemble des syndicalistes marxistes et des chrétiens, ce qui lui donne une large audience. Elle possède des coopératives de consommation, des compagnies d'assurances, une banque. Elle soutient l'idée d'une cogestion, cad du partage du pouvoir

de gestion et de décision au sein de l'entreprise.

La cogestion accorde aux salariés un droit de regard sur les décisions de l'entreprise. La loi du 21 mai 1951 prévoit ainsi que les représentants des salariés participent à parité avec des représentants des actionnaires aux conseils de surveillance des sociétés minières et sidérurgiques.

- le temps de l'exercice du pouvoir 1966-1982 :

La stratégie de 1959 est payante d'un point de vue électoral. Obligeant les démocrates-chrétiens à former une grande coalition en 1966, les sociaux-démocrates sont à la tête du gouvernement de 1969 à 1982 : 2 chanceliers se succèdent au pouvoir : Willy Brandt de 1969 à 1974 et Helmut Schmidt de 1974 à 1982. Ils mènent des réformes importantes : extension de la cogestion à toutes les entreprises de plus de 2000 salariés (1976), augmentation de la protection sociale, libéralisation du droit (divorce simplifié, dépénalisation de l'homosexualité, libéralisation de l'avortement...), lois de protection de l'environnement.

Mais les années 1970 sont aussi marquées par la montée du terrorisme d'extrême gauche (la RAF par ex. Fraction Armée rouge, groupe terroriste d'extrême gauche créé en 1970, qui multiplie attentats, enlèvements, assassinats notamment de banquiers, d'industriels. Ses dirigeants se suicident en prison en 1978) qui prône la violence contre le capitalisme. Les socialistes adoptent une politique très ferme pour démanteler ces groupes terroristes. La puissance du syndicalisme est maintenue pendant cette période. En 1970, la DGB compte 6,7 millions d'adhérents, soit 1/3 des salariés allemands. Le taux de syndicalisation est particulièrement massif dans l'industrie. Grâce aux cotisations payées par ses adhérents, le syndicat dispose d'importantes réserves financières et peut soutenir une grève longue. Mais l'orientation de la DGB reste réformiste, les conflits avec le patronat devant se régler au maximum par la conciliation.

C'est l'apogée du modèle social-démocrate où l'État s'entend avec les organisations syndicales et patronales pour garantir le progrès social.

- Le SPD dans l'opposition à partir de 1982 :

En 1982, une nouvelle coalition formée de la CDU et des chrétiens-démocrates arrive au pouvoir. Helmut Kohl est chancelier. Le paysage politique se transforme avec les succès grandissants du parti écologiste qui témoignent des préoccupations environnementales de l'opinion.

### **C: Un nouveau paysage politique et syndical depuis 1990 :**

Après la réunification allemande le 3 octobre 1990, le SED disparaît, remplacé par le PDS (parti du socialisme démocratique), composé d'anciens communistes est-allemands qui veulent continuer à défendre les idées marxistes.

Les 1<sup>o</sup> élections législatives de l'Allemagne réunifiée en 1990 montrent un affaiblissement des forces de gauche, SPD et PDS, discréditées par l'association des idées socialistes à la RDA. La coalition de droite dirigée par le chancelier sortant Helmut Kohl est largement gagnante, on lui attribue la victoire sur la dictature est-allemande.

En 1998, le SPD, dirigé par Gerhard Schröder, allié aux Verts, remporte les élections. Il fait voter des lois écologiques importantes, mais il est confronté à la nécessité de lutter contre le chômage et les effets de la mondialisation. Il adopte alors des mesures pour libéraliser le marché du travail et diminue les dépenses sociales de l'État. Cette politique suscite l'opposition des syndicats et d'une partie des socialistes. Le SPD perd les élections de 2005.

De nouveaux partis de gauche se créent. En 2005, des militants du SPD et des syndicalistes, déçus par la politique de Schröder fondent « l'Alternative électorale, travail, justice sociale » (WASG). Le PDS se transforme en « Linkspartei » (parti de gauche) rejoint également par des membres du SPD. En 2007, WASG et Linkspartei fusionnent pour donner naissance à « die Linke » (la Gauche) qui concurrence le SPD. Oskar Lafontaine, son leader, est un ancien dirigeant du SPD. Critique à l'égard de Schröder, il cherche à bâtir une « gauche de gauche ». Aux élections législatives de 2009, die Linke a obtenu 12% des voix contre 23% au SPD.

Parallèlement, l'audience des syndicats décline, ( même si le taux de syndicalisation reste supérieur à celui de bien des démocraties occidentales), dans une société où les classes moyennes se sont beaucoup développées et où de nouvelles préoccupations apparaissent comme l'écologie. Estimés à 12 millions en 1991, les effectifs syndicaux tombent à 7 millions 10 ans plus tard. C'est surtout chez les jeunes et les femmes que les syndicats ont du mal à recruter.



## **Conclusion :**

L'industrialisation et l'urbanisation de l'Allemagne s'accompagnent de l'essor d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse. Les problèmes rencontrés par cette population et l'influence des idées de Marx et Engels amènent le mouvement ouvrier à s'organiser et à réfléchir à des solutions. D'où la naissance de syndicats puissants et d'un parti politique, le Parti social-démocrate. Ces organisations obtiennent d'importantes améliorations sur le terrain social et politique qui aboutissent à l'instauration de la République en 1918.

Les socialistes allemands, malgré ces résultats favorables, ne sont pas tous d'accord sur la stratégie et l'action à mener sur le terrain. Un socialisme réformiste et modéré s'oppose à un autre, révolutionnaire et activiste. La guerre renforce cette opposition et aboutit à la scission entre SPD et KPD en 1918. Alors que le SPD devient un parti de gouvernement dans la République de Weimar, le parti communiste rejette cette république bourgeoise. L'opposition de ces 2 partis pendant cette période facilite la montée du nazisme. En 1933, Hitler au pouvoir interdit ces 2 partis et les ouvriers sont intégrés dans des organisations nazies.

Issues des zones d'occupation soviétique et occidentales, 2 Allemagne voient le jour en 1949. Dans la partie orientale, la RDA, gouvernée par les communistes (SED) est une démocratie populaire inspirée par le marxisme et le modèle soviétique, et dans laquelle les libertés individuelles sont très surveillées.

L'autre Allemagne, la RFA est une démocratie parlementaire libérale dans laquelle le SPD est appelé à évoluer en s'éloignant du marxisme de plus en plus étranger à la société ouest-allemande. Dans ce contexte, le SPD gère un État capitaliste libéral qu'il renonce définitivement à renverser. Cette évolution entraîne une contestation sur sa gauche, qui donne naissance après la réunification, à un nouveau parti, Die Linke, accueillant aussi les communistes réformateurs de l'ex-RDA.

Le mouvement ouvrier s'engage après guerre via le syndicalisme dans une politique de dialogue social avec les employeurs dans le cadre de négociations permanentes et de la cogestion.